

NEWS

SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel
Date: le 15 avril 1986

ISSN 0771-9388
Editeur responsable: Jerzy Milewski
9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique
No: 66

LES AUTORITES POLONAISES cherchent par des simulacres de procès, des peines de prison sévères et la brutalité à forcer au silence Wladyslaw Frasyuniuk, un des leaders syndicaux les plus populaires de NSZZ "Solidarnosc" en Pologne.

Frasyniuk, 32 ans, chauffeur de Wroclaw, est le chef de la fédération régionale de NSZZ "Solidarnosc" de Basse-Silésie, rassemblant pendant la période légale près d'un million d'adhérents. Il fut le seul membre de la Commission Nationale du syndicat à conduire activement sa fédération dès le lendemain de l'imposition de la loi martiale le 13 décembre 1981. Frasyuniuk se rendait alors d'entreprise en entreprise pour organiser la grève jusqu'à ce qu'à la "pacification" de la dernière usine par l'armée. Son action dans la clandestinité fut conduite par la conviction que le syndicat ne survivrait que s'il se reconstituait en un réseau solide de cellules dans chaque entreprise. C'est à la construction d'une telle structure qu'il s'appliqua dans sa région. Il rencontrait les responsables des TKZ (commissions d'entreprises du syndicat), les ouvriers et était alors une des personnes les plus activement recherchées par la police. En dix mois de clandestinité, il a relancé les activités de "Solidarnosc" dans sa région qui aujourd'hui encore est une des plus actives par son réseau de cellules syndicales d'entreprise, par sa presse syndicale et des cycles de formation syndicale. Le travail syndical de Frasyuniuk dans la clandestinité a prouvé, par ses réussites, son efficacité.

Wladyslaw Frasyuniuk purge sa 3ème année de prison. Arrêté en 1982, il fut jugé et condamné pour ses activités syndicales. Libéré par l'amnistie de juillet 84, il rencontra aussitôt Zbigniew Bujak, membre de la TKK (commission provisoire de coordination) dans la clandestinité, avec la ferme intention de reprendre les activités qu'il avait dû abandonner à son arrestation. Frasyuniuk fut encore arrêté lors du 4ème anniversaire des Accords de Gdansk et détenu pendant deux mois; il retrouva la liberté pendant trois mois avant d'être à nouveau emprisonné.

A cause de sa déposition sans compromis durant son procès de 82, Frasyuniuk ne fut pas autorisé à se défendre lors de son procès de juin dernier où il comparaisait avec Bogdan Lis et Adam Michnik. Sa réputation de militant syndical inflexible et déterminé, forgée par son travail dans sa région et son attitude intransigeante en prison, lui a valu le respect des membres du syndicat et plus largement de bien des citoyens du pays. Il est généralement considéré comme l'archétype même du syndicaliste. Les autorités craignent donc que sa libération n'entraîne une mobilisation syndicale plus importante encore. Cette conviction les a poussés à le soumettre en prison à des traitements brutaux et d'isolation.

Dans une lettre parvenue récemment en Occident, sa mère Zofia écrit que son fils (détenu à la prison de Lubsko dans la voïvodie de Zielona Gora) est fréquemment puni sans raison. Privé de lit, il dort sur une planche, il a été battu, ne peut rencontrer sa famille et ses avocats. Il ne peut envoyer, ni expédier de courrier, ni recevoir de colis. Il subit quotidiennement plusieurs fouilles corporelles complètes.

NSZZ "Solidarnosc" se joint à Mme Frasyuniuk pour appeler les syndicalistes du monde entier à organiser des actions en faveur de Frasyuniuk. Nous vous demandons de faire circuler des pétitions de protestation adressées aux autorités polonaises, demandant sa libération immédiate ainsi que celles de tous les prisonniers politiques de Pologne. Nous craignons que sans une telle action, les autorités persistent impunément dans leur brutale répression contre Wladyslaw Frasyuniuk.

*_*_*_*_*_*

LA COMMISSION régionale exécutive (RKW) de NSZZ "Solidarnosc" de Silésie-Dabrowski a, à la fin mars, adressé un appel aux syndicats occidentaux, à l'Organisation Internationale du Travail, à Amnesty International et à des personnalités politiques du monde démocratique en faveur de Tadeusz Jedynek. En prison sans jugement depuis juin 1985, Jedynek représentait la région de

Silésie-Dabrowski à la TKK. Il est prévenu d'activités illégales anti-étatiques, de trahison, selon l'article 122 du code pénal, charges qui peuvent entraîner une peine de 10 ans de prison à la peine de mort. Son dossier est entre les mains du procureur-général de l'armée; Jedynek n'a pas été autorisé à choisir ses avocats.

4°P. 12007

EN SUEDE, une délégation de représentants du Syndicat des Architectes, du Syndicat des Journalistes et du Pen Club s'est rendue le 4 avril à l'Ambassade de Pologne à Stockholm, chargée d'une pétition demandant la libération de Czeslaw Bielecki, architecte polonais de 38 ans, essayiste politique et militant de "Solidarnosc", emprisonné sans procès depuis un an, en grève de la faim depuis octobre (il est nourri de force). La délégation n'a pas été reçue.

EN SUISSE, l'attaché de l'Ambassade polonaise, Mr T. Wojas a indiqué, dans une lettre au directeur de l'Ecole d'Architecture de l'Université de Genève, que le nom de Czeslaw Bielecki est inconnu en Pologne. L'attaché exprimait sa surprise qu'une institution respectable comme l'université genevoise soit interressée à inviter "une personne dont le nom est peut-être connu par quelqu'un à l'Ouest pour une activité qui n'a rien de commun avec l'architecture".

La presse suisse (notamment la Tribune de Genève, le Journal de Genève, Der Bund à Berne et Basler Zeitung) a publié récemment une série d'articles sur Bielecki et Maria Twardowska, arrêtés en avril de l'année dernière et détenus à la prison Rakowiecka de Varsovie. Des parlementaires suisses et des dirigeants syndicaux ont, dans une conférence de presse tenue en mars, affirmé que la normalisation n'a pas triomphé en Pologne.

850 étudiants de l'Université de Genève ont signé une pétition de soutien à Maria Twardowska, une ancienne étudiante de l'université. Appuyée par la Conférence Universitaire des Associations d'Étudiants et le Syndicat de la fonction publique (VPOD-UNI), cette pétition a été adressée au procureur-général de l'armée à Varsovie en décembre dernier.

PLUS DE 20.000 signatures ont été récoltées un peu partout dans le monde sous une pétition demandant la reconnaissance du statut de prisonniers politiques en Pologne et leur libération. Cette pétition a circulé depuis novembre, au moment de la semaine du prisonnier politique organisée en Pologne par "Solidarnosc".

259 PERSONNES participant à une conférence de l'Organisation de la Jeunesse Yougoslave à Lubljana, ont signé une pétition demandant la libération de Jacek Czaputowicz et de Piotr Niemczyk, membres du groupe pacifiste polonais "Paix et Liberté", en détention préventive depuis le 19/2/86.

FELIPE GONZALEZ, 1er Ministre espagnol, a reçu Jerzy Milewski, représentant de NSZZ "Solidarnosc", à Madrid, le 31 mars, en présence de Alberto Ruiz Secchi, directeur-général du Département des Affaires Sociales et du Travail, et de Nicolas Redondo, Secrétaire-Général de la confédération syndicale espagnole, UGT. Au nom de la direction nationale de NSZZ "Solidarnosc" en Pologne, Milewski, lors de la rencontre qui a duré 30 minutes, a présenté au 1er Ministre un mémorandum sur la Pologne.

Le 24ème Congrès National de l'UGT s'est tenu à Madrid deux jours plus tard. Dans un message aux délégués daté du 2 avril, Lech Walasa a exprimé sa gratitude pour le soutien durable de l'UGT à NSZZ "Solidarnosc" et a remercié personnellement Nicolas Redondo

d'avoir facilité la rencontre du représentant de NSZZ "Solidarnosc" avec le 1er Ministre.

LA DECLARATION suivante a été diffusée le 17/3/86 par la Commission Régionale Exécutive de NSZZ "Solidarnosc" de la région de Mazovie et signée par Konrad Bielinski, Zbigniew Bujak, Wiktor Kulerski et Jan Litynski.

Une augmentant sans préavis les prix des produits alimentaires de base, les autorités appliquent le modèle de prise de décision des années 1970, 76, 80. Comme par le passé, ces hausses de prix sont intervenues brusquement et comme en 1970, à la veille des fêtes. De cette manière, les autorités cherchent à vérifier si la société est suffisamment brimée et si elle est incapable de protester.

La hausse présente, jointe aux autres augmentations prévues pour l'année 1986, entraînera une élévation des coûts d'entretien d'environ 1.000 zl qui frappe tout particulièrement les familles nombreuses, les revenus les plus faibles et les retraités. La vie chère est devenue une règle en Pologne après décembre 81 et elle constitue la politique des autorités. Incapable d'améliorer le fonctionnement de l'économie, craignant d'introduire des mécanismes de marché et d'autoriser une autonomie des entreprises, le pouvoir choisit la voie la plus simple pour lui, où les hausses de prix jouent un rôle important. L'augmentation des prix n'est pas la seule mesure envisagée, car des changements au Code du Travail sont également prévus pour limiter les possibilités de changer d'emploi, fixer les ouvriers dans leur entreprise et élever le temps de travail au-delà de 42h.

Les syndicats indépendants constituent le seul moyen de défense des intérêts des travailleurs. Les ouvriers doivent donc s'organiser pour protéger leurs droits.

ARRESTATIONS ET PROCES pour activités indépendantes:

- Des agents de la sécurité ont perquisitionné dans l'appartement de Nina Ruczko à Varsovie, dans la nuit du 13/14 mars, confisquant des exemplaires des publications indépendantes "KOS" et "Nasze Wiadomosci". Toutes les personnes embarquées lors de la perquisition ont été accusées d'impression de publications illégales et condamnées le lendemain selon une procédure sommaire: Ruczko à 6 mois de prison, Jacek Kutzner et Robert Napiorkowski à 4 mois, Tomasz Grudzinski à une amende de 70.000 zl.

- Andrzej Batorski, instituteur, marié, père de trois enfants, a été condamné le 14 mars à 6 mois de prison par un tribunal de Varsovie. Il avait été arrêté en possession de 169 exemplaires du "Tygodnik Mazowsze", un hebdomadaire indépendant. Le procureur avait demandé une peine de 1,5 an de prison et deux ans de suspension d'activité professionnelle.

- Wanda Heynar-Skowronska, employée à PWN (une maison d'édition d'état), a été condamnée le 14 mars selon une procédure sommaire à 8 mois de prison par un tribunal de Varsovie, alors que le procureur avait réclamé un an avec sursis. La Police avait trouvé, lors d'une perquisition dans son appartement le 13 mars, un stock important de presse indépendante.

- Adam Bujak, étudiant de l'Académie d'Economie à Cra-

Pologne elle-même que par les pays socialistes, ont entraîné de 1978 à 1984 une diminution du nombre de Polonais voyageant à l'étranger de 11 à 3,8 millions.

LE NOUVEAU PRESIDENT du ZLP (l'Union des Ecrivains Polonais, suspendue en décembre 81 et récemment réactivée), Wojciech Zukrowski a affirmé que seuls les écrivains polonais de seconde catégorie étaient publiés à l'Ouest où contre rétribution, ils distillaient dans leurs écrits les thèses politiques de leur sponsor (sous-entendu la CIA).

"RAPPORT DU CENSEUR W.L.", tel est le titre d'une brochure publiée par le groupe indépendant PWA (Revue de presse des Informations d'Agence). W.L., employé du GUKPPIW (le département gouvernemental de la censure) y fournit une liste détaillée des interventions de la censure d'état de août 82 à février 84. W.L. relève 7.009 cas de censure, soit 368 par mois. Les références à "Solidarnosc" sont, selon l'auteur, particulièrement recherchées et censurées avec un zèle tout particulier.

LA PROVINCE de Cracovie est la seconde, après celle voisine de Katowice, région la plus polluée en Pologne. Selon les statistiques de 1983, les industries de la région ont déversé 121.000 tonnes de poussière et 557.000 tonnes de gaz. Les Acieries Lenine ont évacué 454.000 tonnes de déchets. L'environnement cracovien est "enrichi" en outre de 372.000 tonnes de monoxyde de carbone, 52.000 tonnes d'acide nitrique (cause principale des pluies acides) et de 31.000 tonnes d'hydrocarbures. A cela, il convient d'ajouter les "transferts" des polluants des régions voisines (les industries de Katowice expédiaient dans l'atmosphère environ 499.000 tonnes de poussière et 175.300 tonnes de gaz).

Les effets destructifs sont patents: 53% des vaches laitières dans un rayon de 15 km autour des Usines d'Aluminium de Skawina présentent des affections dues aux polluants. 2.000 arbres meurent annuellement dans la région. Les récoltes des 1.000 hectares de cultures autour des aciéries Lenine sont impropres à la consommation animale. La pollution de l'air a, par ailleurs, considérablement accéléré la détérioration des bâtiments de la vieille ville de Cracovie.

NSZZ "SOLIDARNOSC" PRiTV (le syndicat de la Presse, de la Radio et de la TV) a attribué son premier Prix Goebbels pour récompenser les journalistes les plus doués pour la propagande mensongère et haineuse. Marek Baranski, Jerzy Malczynski et Waldemar Rudnick ont été honorés pour leurs émissions télé calomnieuses sur les militants de "l'opposition" en Pologne et à l'étranger.

SOURCES: PWA 23.II.86, 9.II, 2.II, 26.I; Tygodnik Mazowsze no. 163, 20.III.86.

covie, a été condamné le 22 février à 2 ans avec sursis par la Cour d'Appel du Tribunal de Cracovie. Arrêté en février de l'année dernière, à la Gare Centrale de Varsovie, en possession de trois matricules du "Tygodnik Mazowsze" et de publications clandestines, il avait été condamné en première instance à deux ans de prison; il avait été libéré par "l'amnistie" de l'année dernière. Avec le jugement, Bujak a reçu son ordre de marche pour l'armée.

- Le 19 février, un Tribunal de Cracovie a condamné Jozef Mandryk et Krzysztof Znamtowski à un an de prison avec sursis, et Urszula Sliwinska à 8 mois avec sursis; tous trois étaient accusés d'émission de Radio "Solidarnosc". Un autre Tribunal de Cracovie a acquitté le 14 février Jadwiga Lenczewska et Janusz Stopa. Lenczewska, chez qui la police avait découvert une stencileuse, a refusé d'identifier la personne qui la lui avait fourni.

- Teresa Piechowska a été arrêtée par la police à Plock le 8 mars. Enfermée dans une cellule fraîchement repeinte, elle a perdu connaissance. Elle fut également battue. Libérée après 48h, elle a déposé plainte. En 84, elle avait été accusée de distribution du "Tygodnik Mazowsze".

- Krzysztof Chrostowski, 23 ans, fils de Waldemar Chrostowski, chauffeur du père Popieluszko, a été emmené par la police dans la nuit du 15 mars. Il a été battu dans le car de police et au commissariat.

- Jan Komsarz a été condamné à 41.000 zl d'amende à Bochnia (près de Cracovie) le 28 février pour avoir rassemblé des fonds pour l'achat d'un étendard de mineurs.

MAREK GOGACZ a été battu par des gardiens de la prison Rackowiecka à Varsovie, où il purge en cellule d'isolement une peine d'un mois, pour avoir demandé de consulter le règlement de la prison.

A L'ATELIER de Montage des Usines de Tracteurs Ursus, l'équipe du matin s'est mise en grève le 5 mars, après avoir appris que leur atelier n'avait pas été incluí dans la hausse de salaires accordée aux autres ouvriers. La direction a promis de rectifier l'erreur.

NEUF INSTITuteurs de Zakopane et trois de Tarnow ont obtenu gain de cause le 27 janvier devant le Tribunal du Travail de Cracovie. Le Tribunal a déclaré illégale la retenue de salaire qui leur avait été imposée pour absence au défilé officiel du 1er mai.

LE NOMBRE des personnes profitant des centres de repos et de tourisme a, en 1985, chuté de 2 millions par rapport à 1978. 1 million d'ouvriers en moins ont bénéficié de congés payés. Dans la même période, le nombre de places disponibles dans les centres publics de vacances a baissé de 115.000. Des restrictions dans les déplacements vers l'étranger, imposés tant par la